

parfaitement que les armées les plus formidables ne sont d'aucune utilité si elles ne sont pas munies de l'artillerie la plus puissante et si elles n'ont pas la plus grande abondance de munitions.

J'ai fait voir au gouvernement britannique que le Canada est en mesure de fournir les choses nécessaires à la guerre. C'est un sujet que nous avons à mainte reprise signalé à l'attention du gouvernement anglais et aux gouvernements des nations alliées. Au cours de mon récent voyage, je l'ai discuté avec différents membres du cabinet anglais en y mettant l'insistance dont j'avais déjà fait montre dans la correspondance. Nous leur avons laissé une liste des articles que notre pays pourrait fournir pour l'usage des alliés. J'ai aussi fait observer aux autorités anglaises qu'il importerait d'insister auprès des gouvernements alliés, en ce qui concerne la fourniture de nombre de choses dont ils ont besoin, sur l'abondance des ressources du Canada. J'ai eu, en outre, un entretien avec les membres de la commission internationale de ravitaillement, au sein de laquelle toutes les nations alliées sont représentées. Je leur ai remis la liste complète des articles que nous pouvons fournir, appuyant fortement sur l'importance qu'il y a à tenir compte du Canada en cette matière.

Le directeur des adjudications du War Office, M. Wintour, m'a remis un état de commandes données au Canada à venir jusqu'au 10 juillet 1915, et j'ai eu le plaisir de constater que ces commandes se chiffraient alors au total de \$240,000,000. Je suis à peu près certain que les commandes données au Canada jusqu'au 1er janvier 1916, tant par les nations alliées que par le gouvernement anglais, se chiffreront aisément à \$500,000,000. C'est là un grand hommage rendu à la productivité canadienne. Très grande est la variété des articles fournis; nombre d'industries nouvelles ont vu le jour, dont quelques-unes sont implantées de façon définitive, et la production de certaines autres s'est considérablement accrue.

J'ai débattu également avec les autorités anglaises l'importante question du transport. Il y a plus d'un an, nous avions convenu avec la compagnie du chemin de fer Pacifique-Canadien une entente d'après laquelle nous devons avoir les services de M. A. H. Harris dans le but d'organiser le transport des grandes commandes exécutées en ce pays pour le compte du gouvernement britannique. Dans le but d'indiquer ce qu'on a fait sous ce rapport, je vais lire un extrait d'un rapport soumis

[Sir Robert Borden.]

récemment par M. Harris. Je ne ferai pas la lecture de tout le rapport; je me contenterai de n'en citer que quelques paragraphes. Voici:

L'empressement que des ministres ont mis à suivre mon conseil a assuré aux fabricants et aux cultivateurs canadiens un débouché continu pour des centaines de millions de dollars que les commandes du bureau de la guerre représentent et qu'on n'aurait pu accepter n'eût été l'inauguration d'un service économique d'outremer.

En outre, le fait que des navires, grâce à la régularité de leurs voyages, ont pu transporter promptement les commandes du Bureau de la Guerre—consignation qui autrement auraient été placées sur des vaisseaux appartenant aux compagnies qui font régulièrement le transport des marchandises—a favorisé grandement le commerce d'exportation du Canada et a accru d'autant l'espace réservé aux marchandises transportées par ces vaisseaux. Depuis l'inauguration de ce service, les lignes régulières n'ont transporté une seule livre de marchandise destinée au gouvernement impérial.

Au cours du laps de temps qui s'est écoulé du 28 avril 1914, au 30 avril 1915, ces navires ont transporté 244,913 tonneaux bruts à compte des gouvernements impérial et fédéral.

Toutefois, du 1er mai au 30 novembre 1915, il s'est produit une augmentation énorme—plus de quatre cent dix mille tonneaux ayant été expédiés au cours de ce laps de temps (sept mois), soit environ 67 p. 100 de plus que le chiffre indiqué, quant au transport durant les huit mois précédents.

Le département d'outremer doit maintenant fournir environ cent vingt-cinq mille tonneaux bruts de munitions, de matériel de guerre et d'approvisionnements par moi, soit environ un million et demi de tonneaux par année et ce tonnage va toujours en augmentant.

Il indique ensuite le nombre de transports et de voyages. Je n'ai pas besoin de poursuivre cette lecture, mais, je puis informer la Chambre qu'en février 1915, nous nous sommes entendus avec l'Amirauté au sujet de dix-huit transports, nombre qui a été porté, au cours des six ou sept derniers mois, à quarante dont, durant l'hiver, vingt sont attachés à Halifax et vingt à Saint-Jean, (N.-B.). De cette façon les producteurs du pays ont pu jouir dans une assez grande mesure, de l'aide nécessaire au transport de leurs produits.

En outre, nous avons toujours été en communication avec l'amirauté, au cours de ma visite de l'été dernier et aussi par correspondance, à propos de la nécessité d'atteindre autant que possible le tonnage désiré pour le service de l'Atlantique Septentrional, et nous avons obtenu, grace aux efforts que j'ai faits au cours de l'été dernier et au moyen d'un échange de correspondance, de temps à autre, le retrait de plusieurs navires qu'on a mis sur cette route.